



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

NORD KIVU | Novembre 2019

Chiffres clés

1 252 violations

962 victimes

Tendances mensuelles



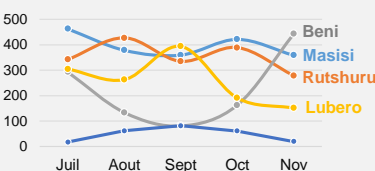
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	660	69%
Femmes	227	24%
Garçons	56	6%
Filles	19	1%
Total	962	

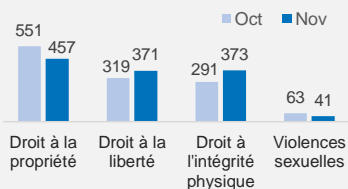
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retournés	685	71%
PDI	214	22%
Resident(e)	28	3%
Rapatriés	33	3%
Total	962	100%

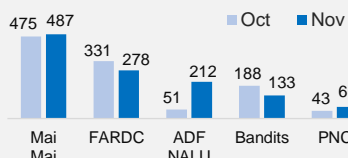
Violations par territoire



Catégorie de violations



Violations par auteurs présumés



Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

RESUME

L'intensification de l'offensive des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre les présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF) a suscité de meurtrières représailles de ces derniers sur la population civile de Beni (Ville et territoire).

Pour le seul mois de novembre 2019, **15 incursions ont été enregistrés et au moins 107 civils tués par les présumés ADF**, 28 incidents d'enlèvements, 21 cas d'incendies de maisons et 44 incidents de pillages ont été documentés. À la suite de ces massacres, les différentes corporations des jeunes ont organisé de violentes manifestations pour protester contre ce qu'elles qualifient la faible protection des autorités nationales et l'inactivité de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la RDC (MONUSCO).

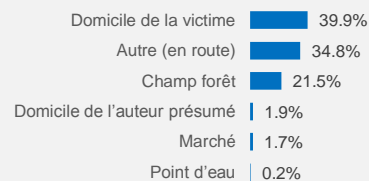
Par conséquent, **le bureau de la Mairie de Beni, les installations de la MONUSCO du Quartier Boikene et deux véhicules de cette mission ont été incendiés par les manifestants, 5 hommes civils ont été tués** par des tirs de sommation et toutes les activités sont restées paralysées durant plusieurs jours.

En territoire de Rutshuru, les FARDC poursuivent les opérations contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Leur commandement a annoncé le décès du général Juvénal Musabimana, commandant des FDLR Rudi, tué le 9 novembre 2019 lors des affrontements au village Makoka. Rappelons que cette perte est la deuxième après celle du Général Sylvestre Mudachumura tué le 18 septembre 2019. Cette série d'assassinats augmente la crainte chez les réfugiés rwandais qui vivent dans les zones dont les FDLR auraient pris le contrôle. Le 10 novembre 2019, 10 ménages de 43 individus ont quitté la localité Kabuga-Mbingi pour chercher refuge en Ouganda.

Durant ce mois de novembre, **1252 incidents de protection ont été documentés** par les équipes protection sur l'ensemble de la Province du Nord-Kivu. Comparativement au mois d'octobre, au cours duquel 1221 incidents de protection avaient été documentés, **il se dégage une légère augmentation de 2%**.

Cependant, si globalement l'augmentation des incidents de protection a été faible, **le territoire de Beni a connu un accroissement exponentiel des incidents de protection passant de 163 en octobre à 443 incidents de protection en novembre**. La commune rurale de Oicha (chef-lieu du territoire de Beni) et ses environs a été la zone la plus touchée. **Le territoire de Beni reste le plus meurtrier: 76 % de meurtres documentés et 84 % d'incendies des maisons y ont été enregistrés. Les ADF constituent le groupe armé le plus mortel. En effet, 72% de meurtres, 84 % d'incendies et 18 % d'enlèvements leur ont été attribués.** Pour leur part, les groupes armés Mai-Mai se sont distingués dans la commission de travaux forcés, d'enlèvements (de courte durée), de viols et d'extorsions des biens. Ces violations sont commises dans le cadre de la recherche de la survie de ces éléments de ces groupes armés.

Lieux où ont lieu les incidents



Violations de la 1612

Violations	Oct	Nov
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	8	7
Enlèvement	6	21
Recrutement or Utilisation d'enfants soldats	6	0
Attaque contre Ecoles ou Hôpitaux	2	2
Meurtre ou Mutilation	2	8
Refus d'Accès à l'Aide Humanitaire	0	0
Total	24	38

Evènements majeurs

- Du 2 au 28 novembre**
Territoire de Beni
 107 civils ont été massacrés, 35 enlèvements, 9 incendies des maisons par les ADF
- 9 novembre**
Territoire de Rutshuru
 Assassinat le 9 novembre 2019, par les FARDC, du général FDLR-Rudi, Musabimana Juvénal des FDLR avec ses 4 gardes de corps au Makoka dans le groupement Binza
- 13 novembre**
Territoire de Beni
 Environ 282 ménages du village Mambanike ont fait un mouvement vers les Quartiers de Oicha (Mbimbi, Pakanza, Bakaiku et Masosi) fuyant l'incursion des ADF
- 15 novembre**
Territoire de Masisi
 Plus de 50 combattants NDC/Rénové se sont rendus aux FARDC du 3410e régiment à Masisi avec plus de 45 armes
- 25 novembre**
Territoire de Beni
 Soulèvement de la population de Beni ville, manifestant son mécontentement suite aux tueries dont elle est victime par des présumés ADF
- 25 novembre**
Territoire de Beni
 Le bureau de la Mairie de Beni ville, les installations de la Monusco appartenant aux casques bleues Malawites du Quartier Boikene ainsi que deux de leurs véhicules, ont été incendiés par les manifestants

Mouvements de population

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes des déplacements	Personnes déplacées	Ménages
Les villages Bibwe, Mpati/Masisi	Villages Kitso, Kasaso, Kalumu, Rutunga, Ngimbiri/Masisi	Affrontement entre deux groupes armés	3628	941
Les villages Nganga, Mwanda, Kabingu et Shibo/Masisi	Le village Lukweti/Masisi	Affrontement entre deux groupes armés	2304	576
Tous ces ménages sont dans les familles d'accueil à Birambizo/Rutshuru	Groupements Kihondo et Bukombo/Rutshuru	Affrontement entre deux groupes armés	4055	800
		Total	9987	2317

Protection de l'enfance

8% des incidents collectés ont été commis sur des enfants (filles et garçons de 2-17 ans). Par rapport au mois d'octobre, il y a une augmentation de 4% d'incidents. Il s'agit principalement d'arrestations arbitraires (9 cas), d'enlèvements (17 cas), de travaux forcés (16 cas), d'extorsions de biens (11 cas), de pillages (3 cas), de coups et blessures (26 cas), d'homicides (14 cas) et de viols (4 cas). 100 enfants (20 filles et 80 garçons) ont été victimes de ces violations. La majorité de ces violations a été documentée dans le territoire de Beni et de Rutshuru ayant pour principaux auteurs des membres de groupes armés parmi lesquels des présumés ADF.

40 incidents de violations graves aux droits de l'enfant (en rapport avec la résolution 1612) ont été documentés et partagés avec la coordination du mécanisme y relatif pour analyse et validation. Il s'agit de 21 cas d'enlèvements, 8 cas de viols ou autres actes graves de violences sexuelles, 9 cas de meurtres ou mutilations, 2 cas d'attaques contre écoles ou hôpitaux. Cela constitue une augmentation de 26 cas par rapport au mois d'octobre 2019. Les territoires les plus affectés restent Beni et Masisi.

Violences sexuelles et sexistes

41 incidents de violences sexuelles et basées sur le genre commis sur des femmes et des filles ont été documentés au cours de ce mois. Il se dégage une baisse de 17 cas par rapport au mois d'octobre où 58 cas avaient été documentés. Il s'agit principalement de viols (22 cas), d'agressions physiques (9 cas), d'agression sexuelle (5 cas), de déni de ressources (3 cas), de mariage forcé (1 cas) et de violence psychologique (1 cas).

Les territoires les plus affectés par les violences sexuelles et sexistes sont Rutshuru (14 cas dont 7 cas de viols), Masisi (12 cas dont 7 cas de viols), Lubero (12 cas dont 5 cas de viols), Beni (3 cas, tous des cas de viols). Les principaux auteurs présumés sont des civils qui ont commis 19 cas (soit 46%) suivis par les milices d'obédience ethnique autochtone qui en ont commis 16 et les FARDC, auteurs présumés de 6 cas.

Selon une évaluation rapide multisectorielle (ERM) menée dans le groupement Bashali Mukoto/Masisi du 19 au 23 novembre 2019, il a été relevé que **16 femmes avaient été violées aux villages Hembe, Luhanga et Karumu par les éléments d'un groupe armé entre le 1^{er} et le 16 novembre 2019**. Ces

incidents ont eu lieu pendant leur mouvement vers leurs zones d'origine. Ces viols constitueraient des représailles contre ce village pour avoir accueilli un autre groupe armé rival. Parmi les survivantes, 14 survivantes affirment avoir bénéficié de la prophylaxie post-expositionnelle (kits PEP) dans les 72 heures. Les deux autres ont accédé aux structures de soins après 72 heures parce qu'elles n'avaient pas d'information sur les services disponibles dans cette zone de déplacement pour les survivantes.

Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives
<p>Masisi</p>	<p>Plus de 50 combattants d'un groupe armé, incluant le responsable du groupe armé Garuza, se sont rendus aux FARDC à Masisi. Cette reddition serait la conséquence des appels lancés par les FARDC et serait considérée par les populations locales comme un prélude à l'amélioration de la situation sécuritaire et de protection. Toutefois, aucun mécanisme d'encadrement n'est actuellement envisagé, les démobilisés sont directement renvoyés dans leurs familles/communautés avec un grand risque de rejoindre les groupes armés. Les membres du conseil local de sécurité estiment que l'augmentation des pillages et extorsions enregistrés ce mois dans cette zone serait liée à cette situation.</p> <p>Suite aux opérations militaires en cours dans la zone et les affrontements entre groupes armés, plusieurs personnes sont quotidiennement contraintes au déplacement forcé. En effet, en ce mois de novembre, le village Bibwe (groupement Bashali Mukoto) a accueilli 694 ménages de 2813 personnes¹ (479 hommes, 784 femmes, 889 filles et 661 garçons). Ces PDIs vivent dans le site de Bibwe, à la paroisse catholique de Bibwe, dans les églises EBECO et CEPAC et d'autres dans les familles d'accueil. Ces ménages viennent s'ajouter aux 714 anciens ménages de 2859 personnes qui sont dans la zone depuis environ une année, après avoir fui les multiples affrontements entre les groupes armés.</p> <p>De plus, 247 ménages de 815 personnes² (151 hommes, 189 femmes, 259 filles et 216 garçons) ont été accueillis dans le village Mpati (groupement Bashali Mukoto). Certains de ces ménages vivent dans le site des PDIs de Mpati et d'autres en familles d'accueil. Ce nombre s'ajoutent aux 1004 anciens ménages de 6016 personnes. Ces PDIs sont dépourvus de moyens de subsistance. Ils ont été, pour la plupart, victimes des pillages de tous leurs biens dans leurs zones d'origine par les groupes armés (venus du Rutshuru).</p> <p>Pour assurer leur survie, les PDIs effectuent des mouvements pendulaires vers leurs zones d'origine à la recherche des vivres malgré les risques élevés de viols, extorsions des biens, pillages et de coups et blessures auxquels elles sont exposées.</p>	<p>Le manque d'encadrement des démobilisés risque de contribuer à la dégradation de l'environnement de protection. Pour prévenir ce risque, il serait important que le gouvernement et ses partenaires mettent en place urgemment un mécanisme d'accompagnement de ce processus de démobilisation</p>
<p>Beni</p>	<p>Le territoire de Beni a été caractérisé par une augmentation en insécurité généralisée à Oicha et ses environs. Plus de 15 attaques et incursions des présumés ADF ont été enregistrées dans cette zone et ont été accompagnées d'énormes violations des droits humains : plus de 107 personnes ont été tuées, 28 enlevées et plusieurs personnes contraintes au déplacement forcé à Beni Ville, Butembo et dans les environs.</p> <p>Actuellement, les attaques des présumés ADF sont beaucoup plus enregistrées dans la partie ouest du territoire, zone à forte concentration des populations civiles et qui est resté le seul centre d'approvisionnement en produits vivriers.</p> <p>Ces attaques et massacres des présumés ADF sont commises pendant que les FARDC poursuivent les opérations dans ce territoire et affirment avoir conquis les localités considérées comme bastions de ce groupe armé (Kididibwe, Mayangose et Mapobu dans le Bambuba-Kisiki).</p> <p>Suite à cette situation, différentes corporations de jeunes ont organisé des violentes manifestations à Beni et Butembo, en ciblant principalement la MONUSCO qu'elles accusent d'inactive. Ainsi, le bureau de la Mairie de Beni et base de la MONUSCO du Quartier Boikene ont été incendiées par les manifestants, et toutes les activités humanitaires, socio-économiques et scolaires sont restées complètement paralysées durant cette période.</p>	<p>L'extension de l'activisme des présumés ADF dans la partie Ouest de OICHA pourra engendrer la pénurie de produits agricoles étant donné que les populations ne savent plus accéder à leurs champs.</p> <p>Cela pourrait augmenter la vulnérabilité des PDIs et des communautés hôtes dans cette zone où l'accès humanitaire est fortement réduit.</p>

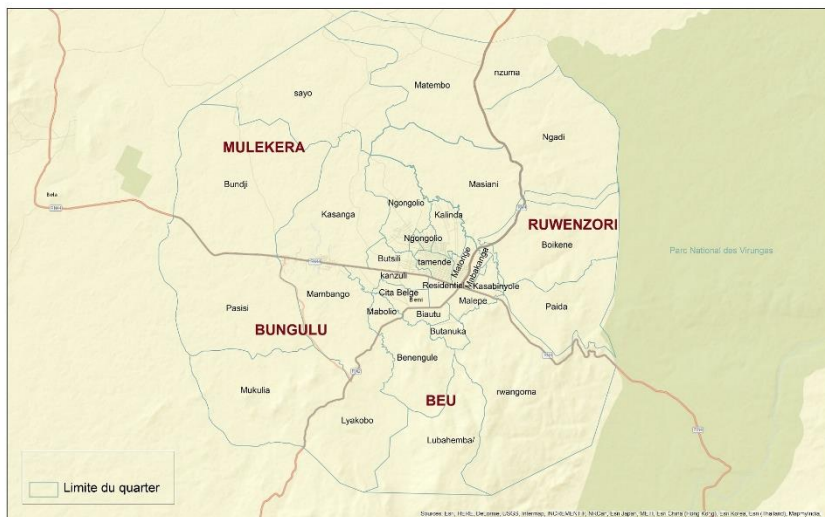
¹ Comité des PDIs à Bibwe

² Président des PDIs de Mpati

	<p>Dans la chefferie Watalinga, il s'observe un mouvement de retour des PDI-de Nobili pour Kamango et environs. Depuis octobre, 4247 ménages de 38.706 retournés ont été enregistré par les autorités locales par l'entremise de la cellule de crise. Par ailleurs, 441 ménages de 5371 personnes ne sachant pas encore regagner leurs localités (Kitimba, Bovata, Mulopya, etc.) suite à la persistance de l'insécurité séjournent temporairement à Kamango.</p> <p>Il faut noter que, de l'analyse de la situation, il s'avère que ce retour risque de n'être pas durable car le risque d'attaques par les présumés ADF est toujours élevé. Bien plus, ce retour n'aurait été conditionné par les difficiles conditions de vie que les PDI mènent à Nobili.</p>	
<p>Rutshuru</p>	<p>Dans la chefferie de Bwito, les groupements Bukombo et Kihondo, sont affectés par des affrontements récurrents entre, d'une part les groupes armés et les FARDC, et d'autre part, les groupes armés entre eux. Au total, 5 principaux affrontements ont été documentés dans les villages Muhanga, Kakula, Luve, Katsiru et Kanyangohe dans la chefferie de Bwito.</p> <p>A la suite de ces affrontements, il s'observe d'abord des mouvements forcés des populations vers les villages Murambi, Birambizo et Bukombo-centre où elles vivent dans la promiscuité, dans un état de vulnérabilité.</p> <p>A part ces déplacements forcés, il s'observe des violations graves des droits humains (les viols, les meurtres, les pillages, etc.) commises à l'encontre de la population civile (victimes des affrontements ou des représailles). Les écoles (telles que Mashango, Mumba et Kabugu) sont fermées et d'autres sont délocalisées vers les villages Nyanzale, Kikuku, JTN, et Katsiru (en Territoire de Rutshuru) et aux villages Kashuga et Mweso (en Territoire de Masisi).</p> <p>Par ailleurs, les éléments des groupes armés tendent des embuscades aux usagers des routes reliant Mweso – JTN – Nyanzale, et Mweso – Katsiru – Birambizo etc., et ils procèdent aux pillages, coups et blessures, et enlèvements. Cela occasionne des restrictions de mouvements des populations vers les champs, les marchés, et les grandes agglomérations.</p> <p>En plus, les populations de cette chefferie sont soumises, depuis plusieurs mois, à une taxation illégale par les groupes armés qui y ont instauré un système de vente des jetons à la population. Ce jeton, vendu à cinq dollars américains par mois, est imposé à chaque ménage pour son accès aux champs.</p> <p>Cependant, avec l'intensification des opérations militaires en cours, les groupes armés ne parviennent à recouvrer facilement cette taxe. Afin d'assurer leur survie, ils s'adonnent à d'autres types de violations comme les pillages, les extorsions de biens et les kidnappings. Le 22 novembre 2019, trois civils hommes ont été enlevés dans la localité Busanza, en groupement Binza. Ils ont été relâchés après le paiement d'une rançon constituée d'une importante somme d'argent.</p> <p>En chefferie de Bwisha, il est fait mention de la présence d'un groupe armé dans le groupement de Jomba depuis le 24 novembre 2019. (Ce groupement était considéré comme le plus stable de la zone car il n'y avait pas l'activisme signalé des groupes armés). Deux cas de kidnapping de civils, attribuables à ce groupe armé étranger, ont été documentés dans cette zone et deux membres dudit groupe armé ont été arrêtés par les FARDC.</p>	

FOCUS SUR LA SITUATION DE PROTECTION EN TERRITOIRE DE BENI

Les opérations des FARDC contre les présumés ADF se sont intensifiées dans les profondeurs du Parc National de Virunga et l'armée de la RDC affirme avoir occupé plusieurs bastions des ADF (Mayangose, Kididiwe, Kadou et Mapobu/carrière et Mwalika). Conséquemment, les éléments de ce groupe armé ont multiplié et amplifié les attaques sur les populations civiles en guise de représailles. **107 cas d'homicides, 28 cas d'enlèvements, 15 cas d'incursions, 21 cas d'incendies de maisons et 44 cas des pillages** des biens ont été documentés en novembre 2019 dans plusieurs agglomérations (Masiani, Maleki, Kokola, May Moya, Mwalika, Tsotsota, etc.).



Carte de la ville de Beni

Consécutivement à cette dégradation de la situation sécuritaire, plusieurs manifestations populaires ont été enregistrées à Beni ville, à Oicha et à Butembo. Ces manifestations se sont soldées par des actes de violences. Au total, 8 civils (7 Beni et 1 Oicha) ont été tués pendant la répression des manifestants par la PNC. Le Bureau de la Mairie de Beni ville, les installations de la MONUSCO du Quartier Boikene ainsi que deux de leurs véhicules ont été incendiés par les manifestants le 25 novembre 2019. Toutes les activités socio-économiques sont restées paralysées dans la ville.

Ce sentiment contre la MONUSCO s'est étendu aux agences des Nations Unies que les communautés locales associent à cette mission. **Par conséquent, l'accès humanitaires a été très réduit ; les personnes déplacées internes (concentrés à Oicha, Beni-Ville, Kasindi, Butembo, etc.) étant les plus affectées par cette situation car elles restent sans assistance.** Vers la fin du mois, cette tension a sensiblement baissé et toute activité humanitaire est redevenue possible. Par contre, au regard des confusions et des mauvaises informations sur les mandats des organisations humanitaires, il est urgent que les agences et organisations humanitaires renforcent la communication sur leurs mandats/activités respectifs et qu'elles consolident l'approche communautaire dans leurs interventions.

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

Violations (Nombre de cas documentés)	Resultats obtenus				
	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux
Viols (22)	0	2	6	0	2
Agression physique (9)	0	3	0	0	0
Arrestation arbitraire (121)	24	0	0	0	0
Enlèvements (141)	1	0	0	0	0
Mariage forcé (1)	0	1	0	0	0
Total	25	6	6	0	2

Résultats obtenus suite aux actions d'orientations et de suivi menées par les animateurs de protection sur le terrain

Quelques autres actions

- Une évaluation de protection a été menée à Nobili/Kamango, dans la Chefferie de Watalinga, du 25 novembre au 2 décembre 2019 par une équipe mobile d'INTEROS. Cette évaluation a indiqué un mouvement de retour des PDIs vers Kamango et ses environs. 18.791 ménages de 146.738 PDIs retournées sont signalés dans les groupements de Batalinga, Bahumu et Bawisa. Mais de l'analyse de la situation sécuritaire autour des zones de retour et de la progression des opérations militaires, **il s'avère que ce retour risque de ne pas être durable.**
- Dans le cadre de la célébration de la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence faite à la femme, INTEROS et l'ONG Solidarité des Associations Féminines pour les droits de la femme et l'enfant (SAFDF) ont organisé des consultations populaires dans la chefferie des Baswagha (territoire de Lubero). Cette activité est menée en prélude de l'élaboration du plan d'action de cette entité pour la lutte contre les inégalités entre les sexes, stratégie qui sera annexée au Plan local de développement de cette entité coutumière.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Renforcer l'analyse de protection du groupement Jomba à où l'on signale une présence inhabituelle d'un groupe armé.	INTERSOS	Permanent
Protection	Renforcer le monitoring de protection à Beni ville, Butembo, Kasindi, OICHA, etc. afin d'identifier les problèmes de protection et humanitaires des PDIs.	INTERSOS	Urgent
Protection	Analyser la possibilité d'offrir une assistance en vivres aux PDIs présentes à Bibwe et Mpati pour limiter leur mouvement vers leur zone d'origine	PAM	Dès que possible et suivant l'évolution contextuelle sécuritaire de la zone

Pour tout contact :

Nora Staunton, Administratrice Principale de Protection, staunno@unhcr.org

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, katsura@unhcr.org

ANNEXES

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE					VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forêts	Conflit lié à l'exploitation des pâturages	Conflit lié à la destruction des habitations			Conflit lié aux champs abandonnés	
Rutshuru	20	23	0	25	82	0	0	37	0	0	63	13	0	0	0	7	3	3	0	0	1	2	0	0	0	0	0	279	22%
Masisi	20	46	0	7	98	0	0	82	0	0	72	17	0	0	3	7	0	4	0	1	0	1	0	0	0	0	1	359	29%
Lubero	21	44	0	5	24	4	5	8	0	0	20	2	0	0	0	5	2	2	1	2	0	0	0	0	0	0	6	151	12%
Beni	70	28	0	61	43	21	0	44	0	0	66	107	0	0	0	3	0	0	0	0	0							443	35%
Walikale	1	0	0	0	4	0	0	5	0	0	8	2	0	0	0													20	2%
Total	132	141	0	98	251	25	5	176	0	0	229	141	0	0	3	22	5	9	1	3	1	3	0	0	0	0	7	1252	

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE					VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total				
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forêts	Conflit lié à l'exploitation des pâturages	Conflit lié à la destruction des habitations			Conflit lié aux champs abandonnés		
Birambizo	0	8	0	0	0	0	0	6	0	0	11	6	0	0	0	5	0	0	0	0	0								36	3%
Bambo	5	4	0	3	14	0	0	14	0	0	20	5	0	0	0	0	0	1	0	0	0								66	5%
Kirotshe	1	0	0	0	3	0	0	4	0	0	5	2	0	0	0	0	0	1	0	1	0								17	1%
Masisi	10	16	0	0	17	0	0	27	0	0	24	5	0	0	0	4	0	3	0	0	0								106	8%
Katoyi	4	1	0	0	33	0	0	26	0	0	14	5	0	0	3	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	90	7%	
Rwanguba	8	7	0	5	51	0	0	11	0	0	14	0	0	0	0													96	8%	
Mweso	5	20	0	5	35	0	0	5	0	0	17	4	0	0	0	1	0	0	0	0	0							92	7%	
Pinga	0	9	0	2	11	0	0	20	0	0	11	1	0	0	0													54	4%	
Lubero	4	2	0	0	0	0	1	0	0	0						1	2	1	1	2	0							14	1%	
Katwa					0	0	0	2	0	0	3	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0								7	1%
Oicha	0	23	0	4	0	20	0	44	0	0	9	98	0	0	0	2	0	0	0	0	0								200	16%
Binza	3	2	0	8	8	0	0	0	0	0	10	2	0	0	0	1	1	0	0	0	1								36	3%
Kayna	8	32	0	5	19	0	4	0	0	0	11	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	89	7%	
Kibirizi	4	1	0	0	0	0	0	3	0	0	6	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0								15	1%
Vuhovi	10	0	0	0	9	0	0	0	0	0	8	1	0	0	0														28	2%
Beni	22	5	0	57	31	1	0	0	0	0	48	8	0	0	0	1	0	0	0	0	0								173	14%
Musienene	0	10	0	0	5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0														16	1%
Kibua	1	0	0	0	3	0	0	5	0	0	8	2	0	0	0														19	2%
Butembo	7	0	0	0	0	4	0	6	0	0	6	0	0	0	0														23	2%
Rutshuru	0	1	0	9	9	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0		31	2%
Kyondo	38	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0														40	3%
Alimbongo	2	0	0	0																									2	0%
Kalunguta					2	0	0	0	0	0																			2	0%
Total	132	141	0	98	251	25	5	176	0	0	229	141	0	0	3	22	5	9	1	3	1	3	0	0	0	0	7	1252	100%	

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE					VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total				
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extractions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forêts	Conflit lié à l'exploitation des pâturages	Conflit lié à la destruction des habitations			Conflit lié aux champs abandonnés		
ADF/NALU	0	26	0	9	0	21	0	43	0	0	11	102	0	0	0														212	17%
Autorité locale	1	0	0	0												3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0		1	0%
Bandits	0	22	0	0	17	0	0	44	0	0	35	10	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		133	11%
FARDC	61	2	0	25	111	0	0	22	0	0	45	4	0	0	2	3	3	0	0	0	0								278	22%
Groupe arme inconnu					0	0	0	4	0	0																			4	0%
Inconnu	0	1	0	0	2	0	0	9	0	0	4	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0								19	2%
Mai Mai	34	85	0	64	107	4	4	54	0	0	100	18	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	487	39%	
PNC	25	0	0	0	9	0	1	0	0	0	30	1	0	0	0														66	5%
Pop civile	2	0	0	0												4	2	8	1	3	1	2	0	0	0	0	0		23	2%
Autres	1	4	0	0							3	4	0	0	0	0	0	1	0	0	0								13	1%
ANR	8	0	0	0	5	0	0	0	0	0																			13	1%
FDLR	0	1	0	0							1	1	0	0	0														3	0%
Total	132	141	0	98	251	25	5	176	0	0	229	141	0	0	3	22	5	9	1	3	1	3	0	0	0	0	7	1252		

Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total				
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forêts	Conflit lié à l'exploitation des pâturages			Conflit lié à la destruction des habitations	Conflit lié aux champs abandonnés	
PDIs retournes	72	118	0	66	177	20	5	150	0	0	157	91	0	0	3	10	5	6	1	3	0	3	0	0	0	0	7	894	71%
PDIs	39	23	0	28	51	5	0	22	0	0	61	48	0	0	0	7	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	286	23%	
Residents	13	0	0	0	4	0	0	0	0	0	5	2	0	0	0	4	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	30	2%	
Rapatriés	8	0	0	4	19	0	0	4	0	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40	3%	
Grand Total	132	141	0	98	251	25	5	176	0	0	227	141	0	0	3	22	5	9	1	3	1	3	0	0	0	7	1,250		

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					CONFLIT FONCIER					Total				
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource	Violence Psychologique	Conflit des limites	Conflit lié à l'exploitation des forêts	Conflit lié à l'exploitation des pâturages			Conflit lié à la destruction des habitations	Conflit lié aux champs abandonnés	
Femmes																													
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0%
12-17	0	1	0	1	2	0	0	2	0	0	4	3	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	16	1%
18-59	11	19	0	0	79	2	5	36	0	0	33	42	0	0	0	18	5	9	1	2	1	1	0	0	0	1	265	21%	
60+	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0%	
Sous-total	11	20	0	1	81	2	5	39	0	0	40	49	0	0	0	22	5	9	1	3	1	1	0	0	0	1	291	23%	
Hommes																													
0-4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
5-11	0	3	0	2	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	1%
12-17	9	12	0	13	9	0	0	1	0	0	20	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	6%
18-59	104	102	0	77	154	22	0	131	0	0	162	77	0	0	3	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	6	839	67%	
60+	8	3	0	5	7	1	0	5	0	0	6	6	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	42	3%	
Sous-total	121	121	0	97	170	23	0	137	0	0	189	92	0	0	3	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	6	961	77%	
Grand Total	132	141	-	98	251	25	5	176	-	-	229	141	-	-	3	22	5	9	1	3	1	3	-	-	-	7	1,252		

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 76% des cas d'homicide ont été documentés dans le territoire de Rutshuru

A gauche répartition des violations par territoire, à droite, répartition par auteur présumé

Violations	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Walikate
Arrestation Arbitraire	53%	15%	15%	16%	1%
Enlevement	20%	33%	16%	31%	0%
Travaux Forcés	62%	7%	26%	5%	0%
Extorsions de biens	17%	39%	33%	10%	2%
Incendie	84%	0%	0%	16%	0%
Pillages	25%	47%	21%	5%	3%
Coups et blessures	29%	31%	28%	9%	3%
Homicide	76%	12%	9%	1%	1%
Torture/Traitement inhumain	0%	100%	0%	0%	0%
Viol	14%	32%	32%	23%	0%
Agression sexuelle	0%	0%	60%	40%	0%
Agression physique	0%	44%	33%	22%	0%
Deni de ressources	0%	33%	0%	67%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	100%	0%	0%

Violations	Mai Mai	ADF / NALU	Bandits	FARDC	PNC	Pop civile
Arrestation Arbitraire	26%	0%	0%	46%	19%	2%
Enlevement	60%	18%	16%	1%	0%	0%
Travaux Forcés	65%	9%	0%	26%	0%	0%
Extorsions de biens	43%	0%	7%	44%	4%	0%
Incendie	16%	84%	0%	0%	0%	0%
Pillages	31%	24%	25%	13%	0%	0%
Coup Blessure	44%	5%	15%	20%	13%	0%
Homicide	13%	72%	7%	3%	1%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	33%	67%	0%	0%
Viol	45%	0%	14%	14%	0%	18%
Agression sexuelle	0%	0%	0%	60%	0%	40%
Agression Physique	0%	0%	0%	0%	0%	89%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Violence psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	100%